

Original : anglais

**LISTE DES MESURES D'APPLICATION RECOMMANDÉES
PAR LE GROUPE D'AMIS DU PRÉSIDENT DU COMITÉ D'APPLICATION
À DES FINS D'APPROBATION PAR LE COC**

Albanie	Lettre sur les problèmes de déclaration, y compris pour solliciter une clarification et des actualisations, le cas échéant, pour s'assurer que le rapport annuel de 2015 contient les informations requises pour 2015.
Algérie	Aucune action nécessaire.
Angola	Lettre sur les problèmes de déclaration.
Barbade	Lettre sur le plan de gestion du N-SWO et absence de réponse à la lettre de 2014 sur l'interdiction de rétention de certaines espèces en 2015 en vertu de la Rec. 11-15.
Belize	Lettre sur demande d'autorisation des navires à caractère rétroactif, la déclaration et pour solliciter des informations concernant la pêche potentielle d'un navire dont l'autorisation avait expiré.
Brésil	Lettre sur la déclaration (mais constatant une amélioration) et demande d'autorisation des navires à caractère rétroactif.
Canada	Aucune action nécessaire.
Cabo Verde	Aucune action nécessaire.
Chine, Rép. pop.	Aucune action nécessaire.
Côte d'Ivoire	Lettre sur le plan de gestion du N-SWO.
Curaçao	Aucune action nécessaire.
Égypte	Lettre sur les problèmes de déclaration.
El Salvador	Aucune action nécessaire.
Union européenne	Aucune action nécessaire.
Guinée équatoriale	Lettre sur la déclaration, mais constatant des améliorations.
France (SPM)	Aucune action nécessaire.
Gabon	Lettre sur la déclaration, mais constatant une amélioration.
Ghana	Aucune action nécessaire.
Guatemala	Aucune action nécessaire.
Rép.de Guinée	Lettre sur la déclaration, mais constatant une amélioration.
Honduras	Lettre sur la déclaration tardive, mais constatant la poursuite des améliorations.
Islande	Aucune action nécessaire.
Japon	Aucune action nécessaire.
Corée	Aucune action nécessaire.
Liberia	Lettre sur la déclaration tardive.
Libye	Lettre sur déclaration tardive et demandes d'autorisation des navires à caractère rétroactif.
Mauritanie	Lettre sur problèmes de déclaration, pas de plan de développement du SWO.
Mexique	Aucune action nécessaire.
Maroc	Aucune action nécessaire.
Namibie	Aucune action nécessaire.
Nicaragua	Lettre sur les problèmes de déclaration.
Nigeria	Aucune action nécessaire.

Norvège	Aucune action nécessaire.
Panama	Lettre sur les problèmes de déclaration (mais constatant une amélioration par rapport aux années antérieures) et demandes d'autorisation des navires à caractère rétroactif.
Philippines	Lettre sur le plan de gestion du N-SWO et pas de réponse à la lettre de 2014 sur l'interdiction de certaines espèces en 2015 en vertu de la Rec. 11-15.
Russie	Aucune action nécessaire.
Sao Tome e Principe	Lettre sur la poursuite des problèmes de déclaration, mais constatant une certaine amélioration dans la déclaration des données.
Sénégal	Aucune action nécessaire.
Sierra Leone	Lettre sur la poursuite des problèmes de déclaration.
Afrique du Sud	Lettre sur la poursuite des problèmes de déclaration.
St Vincent & Grenadines	Lettre sur la déclaration tardive, plan de gestion du N-SWO, absence de réponse à la lettre de 2014 sur l'interdiction de rétention de certaines espèces en 2015 en vertu de la Rec. 11-15.
Syrie	Lettre sur la poursuite des problèmes de déclaration.
Trinidad & Tobago	Identification en raison de la poursuite des surconsommations importantes de makaire blanc et de makaire bleu, mesures de gestion en place au niveau national pour ces pêcheries, exigences de carnets de pêche, suivi commercial. Une certaine amélioration est constatée dans la déclaration.
Tunisie	Aucune action nécessaire.
Turquie	Aucune action nécessaire.
RU-TO	Aucune action nécessaire.
États-Unis	Aucune action nécessaire.
Uruguay	Aucune action nécessaire.
Vanuatu	Lettre sur la poursuite des problèmes de déclaration, pas de plan de gestion du N-SWO, demandes d'enregistrement des navires à caractère rétroactif et absence de réponse à la lettre de 2014 sur l'interdiction de rétention de certaines espèces en 2015 en vertu de la Rec. 11-15.
Venezuela	Lettre sur problèmes de déclaration, pas de plan de gestion du N-SWO, prises de N-ALB et absence de réponse à la lettre de 2014 du Président du COC sollicitant des informations sur les actions entreprises pour solutionner la surconsommation de N-ALB et BUM.
Bolivie	Aucune action nécessaire. Lettre sur le statut de coopérant pour constater l'absence de réponse à la lettre de 2014 du Président du COC, tout en notant une amélioration dans certaines exigences de déclaration.
Taipei chinois	Aucune action nécessaire.
Guyana	Lettre sur les insuffisances de déclaration.
Suriname	Aucune action nécessaire.